

Question obligatoire : de l'Europe de Yalta aux derniers élargissements de l'Union européenne (2004 et 2007)

Introduction

La 1^o moitié du XX^es est marquée par 2 guerres mondiales (1914-1918 et 1939-1945) d'une dimension inégalée, opposant des pays de plus en plus industrialisés, cherchant à tuer plus et plus vite et en possédant les moyens. La puissance de destruction au cours de ces guerres a été sans précédent. L'Europe est fortement ébranlée par les deux conflits mondiaux : à l'issue des deux guerres, l'Europe est affaiblie par les pertes humaines et économiques. Les frontières sont modifiées. Les traumatismes de guerre amènent un désir de paix et de monde meilleur : la SDN en 1919 et l'ONU en 1945 ont pour but de sauvegarder la paix mondiale et de favoriser la coopération entre pays, mais ces espoirs de paix sont vite déçus, avec l'apparition d'un conflit d'un type nouveau = la Guerre Froide. Mais c'est justement dans ce contexte de Guerre froide que les Etats Européens vont créer une organisation régionale de + en + affirmée.

Problématique : Comment les États européens construisent-ils, malgré les divisions, une union régionale originale ?

Notions essentielles : Fédéralisme - frontière - Guerre froide - monde bipolaire / multipolaire - supranationalité.

I. Une Europe divisée au cœur de la Guerre Froide

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est divisée. Elle est traversée par un conflit d'une nouvelle nature : la Guerre froide qui oppose deux modèles politiques et économiques.

Comment, au lendemain de la 2e guerre mondiale, l'Europe se divise-t-elle ?

A. L'Europe redessinée à Yalta

- La **Conférence de Yalta** (4-11 février 1945) : avant même la fin de la guerre, les Grandes puissances, URSS, RU et EU se réunissent pour organiser le sort de l'Europe. A l'issue de la conférence, Staline, Churchill et Roosevelt signent plusieurs accords, prévoyant :

- La mise sous tutelle de l'Allemagne, avec la création de trois zones occupées.
- Démilitarisation et dénazification de l'Allemagne.
- L'organisation d'élections libres dans les pays européens libérés.

- Le découpage de nouvelles **frontières** en Europe centrale.

Objectif : rendre sa stabilité à l'Europe libérée.

Problème : les relations entre les Alliés se détériorent très vite après 1945.

Occupée par l'Armée Rouge, la partie orientale de l'Europe glisse sous l'autorité de l'URSS qui avait pourtant promis des élections libres. Dans la partie occidentale, ce sont les Etats-Unis qui dominent dans les relations économiques et politiques. En mars 1946, Churchill déclare : « *un rideau de fer s'est abattu sur l'Europe* », métaphore par laquelle il dénonce l'influence, la main- mise des Soviétiques sur toute l'Europe de l'Est. Disparition progressive dans ces pays de tous les partis politiques non-communistes.

B. La Guerre froide

Les deux grandes puissances s'affrontent dans ce que l'on appelle la **Guerre froide***.

Recopier la déf de la pge 19

- **La doctrine Truman** Pour contrer l'expansion du communisme en Europe et dans le monde, le président Truman lance en 1947 la doctrine du **containment** : il s'agit de bloquer la progression des communistes dans le monde.
- Les Etats-Unis consolident leur alliance avec l'Europe de l'Ouest grâce au **Plan Marshall**. Ils distribuent 13 milliards de dollars versés à 16 pays d'Europe de l'Ouest pour la reconstruction (1948-1952).
- L'URSS répond par la **doctrine Jdanov** qui présente le modèle soviétique de la démocratie populaire comme la seule et meilleure voie possible. Le Kominform est créé pour unir tous les partis communistes d'Europe en 1947.

Un **monde bipolaire*** se met en place. Sur toute la période, les conflits sont sporadiques et rarement directs. L'Allemagne et en particulier Berlin sont le symbole de cette tension permanente : Allemagne divisée en 4 zones d'occupation / Berlin : blocus en 1948-1949 et 1961 = mur séparant les deux zones d'où chacun s'observe sans attaquer.

C. Les deux modèles en opposition

L'Europe est pendant la **Guerre froide*** influencée par deux modèles.

- Les Etats-Unis incarneraient le capitalisme, la liberté d'entreprendre mais aussi les libertés sociales ainsi que la démocratie. Ce modèle est celui du monde qui se dit « libre ». Il est unifié militairement par l'OTAN qui est créée en 1949 et garantit une assistance mutuelle en cas d'agression.
- Le modèle communiste est caractérisé par la **nationalisation**, la **collectivisation** et la **planification** de l'économie. L'objectif est de créer une société égalitaire. Elle n'organise pas d'élections mais se dit « démocratique » et anti-impérialiste (c'est-à-dire qu'elle est contre le colonialisme). Contrôlant la partie orientale de l'Europe, il faut souligner des tentatives de soulèvement de la population qui ont tous été écrasés dans la violence (1956 en Hongrie, 1968 en République tchèque).

II. La construction européenne à l'Ouest

Dans ce contexte l'Europe de l'Ouest s'unit sur un projet de paix et s'engage dans une construction économique et politique progressive.

Pourquoi et comment la construction européenne prend-elle son essor après la Seconde guerre mondiale ?

A. Les objectifs de la construction européenne

1948 Congrès de la Haye naissance du conseil de l'Europe. Affirmation de l'attachement aux droits de l'Homme et aux principes démocratiques...mais aucun réel pouvoir de décision. Acte de naissance du fédéralisme européen.

Dix-sept pays sont représentés, notamment France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Italie et Allemagne (à l'époque encore sous occupation par les Alliés). Participent aussi des personnes venues d'Europe de l'Est : Roumains, Polonais, Tchèques, Hongrois et Yougoslaves.

Le Congrès adopte un « Message aux Européens » rédigé et lu par Denis de Rougemont. Il déclare notamment :

« Tous ensemble, demain, nous pouvons édifier [...] la plus grande formation politique et le plus vaste ensemble économique de notre temps. Jamais l'histoire du monde n'aura connu un si puissant rassemblement d'hommes libres. Jamais la guerre, la peur et la misère n'auront été mises en échec par un plus formidable adversaire ».

Il appelle à :

- l'élimination des restrictions à l'échange des marchandises, la convertibilité des monnaies, la programmation des ressources, la mobilité de la main-d'œuvre, la coordination des politiques économiques et la promotion du plein emploi ;
- une Assemblée européenne élue au suffrage universel ;
- une Europe unie ouverte à l'Allemagne ;
- l'adoption d'une Charte des droits fondamentaux ;
- la création d'une Cour suprême ;
- la création d'un centre européen de l'enfance, de la jeunesse et de la culture

OECE

L'Organisation européenne de coopération économique a été instituée en 1948 pour promouvoir la coopération et les échanges intra-européens en faveur de la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale et étudier la possibilité de créer une union douanière ou une zone de libre-échange. Son influence a commencé de décliner après 1952, conséquence de la fin du Plan Marshall dont elle était initialement chargée de répartir les crédits.

L'**OCDE** a été créée en 1961 pour succéder à l'organisation européenne de coopération économique (OECE) instituée dans le cadre du Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale. Sa mission est de « *soutenir une croissance économique durable* » parmi ses membres en favorisant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'action publique, et de coordonner les politiques économiques nationales et internationales.

Depuis 2016, l'OCDE compte 35 pays membres, regroupe plusieurs centaines d'experts dans ses centres de recherche à Paris et publie fréquemment des études économiques — analyses, prévisions et recommandations de politique économique — et des statistiques, principalement concernant ses pays membres.

Le traumatisme des deux conflits mondiaux ont poussé une partie des pays européens à chercher un moyen de construire une paix durable dans le continent. Ce projet trouve son aboutissement dans le bloc de l'Ouest par la décision de créer une structure **supranationale***.

Proposée en 1950 par Robert Schumann et Jean Monnet, la CECA voit le jour en 1951 et regroupe six pays (France, RFA, Bénélux, Italie). Elle a pour but d'unir économiquement ces pays dans un domaine bien spécifique avant d'entamer d'autres secteurs. C'est un premier pas ambitieux.

B. La construction économique en action

Avec le **traité de Rome** en 1957 naît la CEE et la coopération économique s'étend à d'autres domaines : un marché commun est mis en place permettant d'ouvrir les frontières et homogénéisant les droits de douanes mais aussi les normes européennes. C'est aussi le domaine agricole qui est concerné avec la **PAC** mise en place en 1962 : elle incite à une hausse de la productivité et cherche à assurer aux pays membres la sécurité alimentaire mais aussi des revenus satisfaisants pour les paysans. L'énergie atomique est aussi un programme européen (Euratom).

Cette volonté de coopération économique se met à attirer d'autres pays qui rejoignent l'aventure européenne : la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark en 1973 puis la Grèce en 1981 et enfin le Portugal et l'Espagne en 1986.

C. La plus difficile construction politique

Si la construction économique se fait sans trop de soucis, la question de l'intégration politique est plus problématique. Elle est voulue par une partie des Européens que l'on appelle les **fédéralistes***, souhaitant des décisions concertées et unifiées. Tensions nombreux, car de nombreux Etats européens sont opposés au projet fédéraliste et souhaitent au contraire le maintien de la souveraineté internationale.

Les fédéralistes ont voulu unir militairement le continent par le projet de la **CED** en 1954. Mais la France refuse de ratifier, craignant une remilitarisation de l'Allemagne. Une des victoires des fédéralistes reste la création d'un véritable **Parlement européen**, élu à partir de 1979 au suffrage universel et qui vote les lois européennes.

III. Les enjeux de la construction européenne depuis 1992

- L'effondrement du bloc de l'Est ouvre de nouvelles perspectives au projet européen

Comment, à l'effondrement du bloc de l'Est, la CEE s'est-elle transformée pour s'élargir à l'Europe entière ?

A. L'effondrement du bloc de l'Est

De nombreux pays d'Europe de l'Est sous influence de l'URSS pendant la Guerre Froide, ne sont pas concernés par les projets d'unification de l'Ouest. Fin années 80 : multiplication des mouvements contestataires opposés au rideau de fer, qui aboutissent à la **chute du mur de Berlin** en novembre 1989. Le communisme disparaît du continent européen avec l'**effondrement de l'URSS** annoncée par Mikhaël Gorbatchev, le 25 décembre 1991.

Les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) traversent une période de

- **transition économique** : passage du modèle communiste (économie planifiée, collectivisée, nationalisée) à l'**économie de marché** (liberté d'entreprendre, de fixer des prix).
- **transition démocratique** : passage de la dictature à la **démocratie** (pluripartisme, élections libres).

La carte de l'Europe est à nouveau modifiée :

- de nouveaux États apparaissent : pays baltes, Biélorussie et Ukraine.
- d'autres éclatent : Yougoslavie.

La coopération économique entre Union européenne et PECO est soutenue par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Rapidement, se posera la question de leur intégration.

B. L'Union européenne

Le projet européen est relancé avec le **traité de Maastricht** en 1992 qui transforme la CEE en Union européenne. L'**espace Schengen** assure à partir de 1995 la liberté de circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. A partir de 2002, la zone Euro adopte une monnaie unique, l'Euro. Ajouté à la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC), l'Union européenne est une coopération internationale qui regroupe de nombreux domaines ce qui peut être une force dans un monde multipolaire.

Forte de 500 millions d'habitants, l'Union européenne est le premier foyer de consommation au monde.

C. L'unité réussie ? Les élargissements européens

Autour des 6 pays fondateurs (France, RFA, Italie, BeNeLux) l'Union européenne a connu 7 élargissements successifs :

1. Royaume-Uni, Irlande, Danemark (1973)
2. Grèce (1981)
3. Espagne, Portugal (1986)
4. Autriche, Suède, Finlande (1995)
5. Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie (2004)
6. Bulgarie, Roumanie (et 2007)
7. Croatie (2013)

De nombreux pays ont posé leur candidature en vue de l'intégrer comme la Turquie mais aussi d'autres pays de l'ancienne Yougoslavie.

Cependant, l'Europe connaît des difficultés : le rejet de la Constitution en 2005 par les Français et les Hollandais montre la défiance des populations envers des institutions trop lointaines et un projet économique jugé trop libéral. Avec le traité de Lisbonne (2007), l'Union européenne s'est doté des outils nécessaires à un fonctionnement supranational. Pourtant, elle peine à prendre des décisions politiques communes.

Pourquoi le Brexit ?

Lors de sa campagne pour briguer un second mandat de Premier ministre, **David Cameron** avait promis d'organiser, au plus tard en 2017, un **référendum** sur le maintien ou non du [Royaume-Uni](#) dans l'Union européenne. Promesse tenue, après un Conseil européen consacré à la question au mois de février 2016 : le chef du gouvernement a annoncé que le référendum aurait lieu le **23 juin 2016**.

Avec **51,9%** des voix, c'est le camp du "Leave" qui l'a emporté le jour du scrutin. La participation a été supérieure à 72%, un record pour le pays. David Cameron, qui avait fait campagne pour le maintien du pays au sein de l'Union européenne, a choisi de démissionner quelques jours après le résultat. Il a été remplacé par l'ancienne ministre de l'Intérieur **Theresa May**.

Le Royaume-Uni s'apprête donc à quitter l'Union européenne - un processus qui doit s'achever en mars 2019, après deux ans de négociations complexes entre le pays et les vingt-sept autres Etats membres.

La procédure d'adhésion à l'Union européenne

La politique d'élargissement de l'Union européenne est régie par l'article 49 du traité sur l'Union européenne, qui dispose que tout Etat européen qui respecte les principes fondamentaux de l'UE énoncés à l'article 2 (dignité humaine, liberté, démocratie, Etat de droit, droits de l'homme...) peut demander à devenir membre de l'Union.

Sept pays sont aujourd'hui candidats à l'Union européenne : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie. Ancien pays candidat, l'Islande s'est retirée du processus d'adhésion le 12 mars 2015.

